

Appel CAPES – COFECUB 2013

PROJET DETAILLE

Territoires, pauvreté et politiques publiques

Une approche par la territorialisation

Montpellier

Mai 2012

1. Titre du projet

Territoires, pauvreté et politiques publiques : une approche par la territorialisation

2. Domaines du projet

Les objectifs du projet, le profil des équipes et des laboratoires impliqués confèrent au projet une interdisciplinarité qui rend nécessaire son inscription dans plusieurs domaines de connaissance, notamment : la géographie sociale, la sociologie, l'analyse des politiques publiques et l'économie institutionnelle.

3. Programmes doctoraux et masters associés au projet

Au Brésil, le projet sera coordonné par le programme de 3eme cycle de sciences sociales en développement, agriculture et société (CPDA) de l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro. Deux programmes de 3eme cycle de l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC) seront associés au projet : le Programme Agro-écosystèmes et le Programme d'Economie.

Le CPDA (www.ufrrj.br/cpda) est un programme interdisciplinaire d'enseignement, recherche et échanges en sciences sociales appliquées à la connaissance du monde rural. Créé avec une maîtrise en 1977, il dispose d'un doctorat depuis 1995 et accueille des post-doctorants. Le CPDA/UFRRJ reçoit des étudiants de différentes disciplines (Economie, agronomie, sciences sociales, histoire, géographie, économie, entre autres), originaires tant des différentes régions du Brésil, que de divers pays latino-américains et africains de langue portugaise. Il a déjà formé plus de trois-cents masters et cinquante docteurs.

Centre d'excellence en matière d'études agraires et du système agro-alimentaire du Brésil, il a une vocation latino-américaine qui lui a valu d'être choisi en 1987 par la FAO comme siège régional du *master en planification et politiques de développement Rural pour l'Amérique Latine et les Caraïbes*. Ce programme a fonctionné de 1990 à 1999 en collaboration avec des enseignants de l'Union Européenne. Depuis son origine, le CPDA participe à divers échanges nationaux et internationaux. Il a notamment coordonné le *Projet Intercâmbio de Pesquisa Social em Agricultura - Pipsa* (1979 - 1984). Il accueille le secrétariat exécutif de la *Rede de Instituições vinculadas à Capacitação em Economia e Políticas Agrícolas na América Latina e Caribe - REDCAPA* – un réseau de coopération réunissant plus de 50 universités d'Amérique latine, d'Europe et d'Amérique du nord pour des programmes de formation à distance. Le CPDA a coordonné divers projets et participé de plusieurs initiatives dans le cadre de l'accord CAPES-COFECUB.

Le CPDA édite depuis 1993, la revue semestrielle *Estudos Sociedade e Agricultura*, dédiée aux problèmes du monde rural. Celle-ci occupe désormais une place reconnue parmi les publications scientifiques brésiliennes.

Habilité par le Conseil Fédéral d'Education (Parecer 536/86 et Parecer 190/94), le CPDA est noté par la CAPES au niveau 5 master et doctorat et participe aux programmes de bourses d'étude du CNPQ et de demande sociale et troisième cycle de la CAPES.

Le programme est organisé autour de 5 lignes de recherche a) Etudes de culture du monde rural, b) Institutions, marché et régulation; c) Nature, sciences et savoirs; d) Politiques publiques, Etat et acteurs sociaux; e) Mouvements sociaux.

Conçu de façon à privilégier les relations interdisciplinaires, le programme de 3eme cycle en Agro-écosystèmes (PGA) de l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC), (niveau maîtrise, montage de formation doctorale en cours) dépend à la fois de la Direction du Centre de Sciences Agraires et de différents départements techniques (Phytotechnie, Zootechnie, Ingénierie rurale, Développement Rural). Le PGA¹ travaille sur trois lignes d'enseignement et de recherche : Développement rural et société, Agro-écologie, et Environnement dans les processus productifs. Le PGA, évalué au niveau 4 par la CAPES, articule ces trois lignes de recherche autour de la construction de connaissances cherchant à promouvoir la compréhension de la complexité des relations qui orientent, facilitent et/ou limitent les opportunités des processus productifs agricoles.

Le programme de 3eme cycle en économie fait partie du Département de Sciences Economiques de l'UFSC, créé en 1995. Ce programme de maîtrise a pour objectif la qualification de cadres des secteurs privé et public. Le programme conduit actuellement deux lignes de recherche: Finances et marchés de capitaux, Mondialisation et développement. Le Programme a formé 218 étudiants de master et a obtenu le niveau 4 à l'évaluation CAPES 2007/2009.

En France le projet sera coordonné par l'UMR Art Dev (Acteurs, ressources, territoires dans le Développement). Cette UMR est sous les tutelles des Universités Montpellier 3, Montpellier 1, du CNRS et du CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement). Elle intègre également des enseignants-chercheurs de l'Université de Perpignan en tant que partenaire associé. Créée en janvier 2011, l'UMR Art dev, associe plus d'une centaine de membres dont la moitié d'enseignants-chercheurs et une cinquantaine de doctorants.

Sur le plan académique, l'Umr Art Dev est structurée autour quatre masters et trois écoles doctorales : Les deux premiers dépendent de l'UM3 (géographie, sociologie, science de gestion) : Master Sciences Humaines et Sociales, mention *développement durable et aménagement* (UFRIII) et Master Institutions, Organisation, Développement, mention *management des ressources humaines et du développement social*. Le troisième Master relève de l'UM1 (Economie) : Master Economie et Gestion, mention *analyse politique et économique*. Le quatrième Master est relié à l'Université de Perpignan : Master Sciences humaines et Sociales, mention *Hommes, Paysages, Territoires*. Les écoles doctorales sont l'ED 60 Montpellier (Territoires, Temps, Sociétés et Développement : Géographie et aménagement, sociologie, science de gestion, architecture), ED 231 Montpellier (Economie Gestion) et ED Inter-Med Perpignan (Sciences humaines et sociales).

Sur le plan de la recherche, l'UMR Art Dev développe des recherches sur les reconfigurations des territoires du point de vue économique, politique et social, en mettant en relation dynamiques de globalisation et dynamiques locales. Elle centre plus particulièrement l'analyse de ces reconfigurations sur la construction et la mobilisation par les acteurs d'un ensemble de ressources, d'ordre à la fois matériel et immatériel. L'unité privilégie, par ailleurs, une perspective d'analyse croisée des trajectoires de développement, au Nord comme au Sud, et dans des contextes géographiques et sectoriels diversifiés (dynamiques

¹ Récemment, le programme a été inclus dans un nouveau domaine créé par la CAPES nommé sciences de l'environnement (*Ciências Ambientais*) et son évaluation dans le domaine des sciences agraires (actuellement niveau 3) devrait évoluer rapidement.

rurales et environnementales, dynamiques urbaines, etc.). L'UMR Art-Dev développe quatre axes de recherche : (1) trajectoires, différenciations et inégalités dans les sociétés et espaces ruraux ; (2) ressources naturelles, gouvernabilité et organisation de l'espace ; (3) circulations, réseaux et interfaces ; (4) dynamiques territoriales, développement et complexification de l'action publique. Ce projet mobilisera des chercheurs liés aux axes 1 et 4.

4. Identification des équipes

Equipe brésilienne:

Institution responsable au Brésil: UFRRJ/CPDA

Coordinateur brésilien: Sergio Pereira Leite

CPF: 138.574.788-96

End.: Av. Pres. Vargas, 417/8^o andar

20071-003 - Rio de Janeiro - RJ

Tel/Fax: (21) 224-8577 r.214

E-mail: sergiopereiraleite@uol.com.br

Membres de l'équipe brésilienne:

a) Enseignants/chercheurs

- Ademir Antonio Cazella (UFSC-PPAGR): professeur associé, Agro-économiste
- Lauro Francisco Mattei (UFSC – PPE): Professeur associé, Economiste
- Leonilde Sérvolo de Medeiros (UFRRJ-CPDA): Professeur associé, sociologue
- Nelson Giordano Delgado (UFRRJ-CPDA): Professeur associé: économiste
- Renato Sergio Jamil Maluf (UFRRJ-CPDA): Professeur associé: économiste
- Sérgio Pereira Leite (UFRRJ-CPDA): Professeur associé: économiste et sciences sociales

b) Etudiants

En Master (accompagneront le projet sans bénéficier de bourses)

- André Laskos - PPAGR/UFSC
- Luiza Zitzke - PPAGR/UFSC
- Tamissa Godoi - PPAGR/UFSC
- Eduardo Beskow - PPE/UFSC
- José Renato Porto - CPDA/UFRRJ

Doctorants

- Andreia Tecchio - CPDA/UFRRJ
- Josiane Weidig - CPDA/UFRRJ
- Carla Morsch - CPDA/UFRRJ
- Daniela Pacífico - CPDA/UFRRJ
- Mariana Santarelli - CPDA/UFRRJ

c) Post-doctorants

- Catia Grisa - CPDA/UFRRJ
- Silvia Zimmermann - CPDA/UFRRJ
- Ademir Antonio Cazella (PPAGR/UFSC): professeur associé
- Lauro Mattei (PPE/UFSC): professeur : professeur associé

Equipe Française

Institution responsable en France: UMR Art dev

Coordinatrice Française: Geneviève Cortes

Passeport: 07AK38802

Adresse: Université Paul Valéry, Site Saint-Charles, Rue Henri Serre. 34090 Montpellier

Tel: (+33)4 11 75 71 07

Email: genevieve.cortes@univ-montp3.fr

Membres de l'équipe française:

a) Enseignants/chercheurs

- Catherine Sélimanovski (UM3, UMR Art dev): Maître de conférences, géographe,
- Christian Poncet (UM1, UMR Art dev): Maître de conférences, économiste
- David Giband (UPVD, UMR Art dev) : Professeur des universités, géographie
- Geneviève Cortes (UM3, UMR Art dev) : Professeure des universités, géographe
- Gilles Massardier (Cirad, UMR Art dev) : Maître de conférences (Lyon 2), détaché au Cirad, politiste
- Isabelle Berry-Chikhaoui (UM3, UMR Art dev): Maître de conférences, géographe,
- Lucile Medina (UM3, UMR Art dev): Maître de conférences, géographe,
- Philippe Bonnal (Cirad, UMR Art dev) : Chercheur Cirad, agro-économiste

Deux autres enseignants-chercheurs Art-dev sont ou seront basés au Brésil (CDS-UnB). Ils participeront au projet mais sans utiliser les ressources financières du projet. Il s'agit de :

- Eric Sabourin (Cirad, UMR Art dev,): Chercheur Cirad, sociologue, professeur invité à l'UnB (Brésil) à partir de juillet 2012.
- Ludivine Eloy (UM3, UMR Art dev; UnB): Chercheuse CNRS, géographe, professeure invitée à l'UnB (Brésil).

b) Etudiants

Doctorants

- Lauren Lescuyer, doctorante (Science Politique, Montpellier I)
- Flavio Eiro, doctorant (EHES)
- James Tiburcio doctorant (Montpellier III, ED 60)

Post-doctorants

Holimalala Randriamanampisoa : UM1, UMR Art dev. Thèse “ Microcredit et gestion des risques, une grille de lecture par les Capabilités, soutenue en 2011 à l’UM1.

5. Résumé du Projet

L’objet du projet est la relation existant entre les processus de territorialisation de l’action publique et les processus socio-économiques influençant d’une façon ou d’une autre les phénomènes de pauvreté et d’exclusion sociale. C’est ce lien entre une construction territoriale et des dynamiques sociales qui se trouve au cœur du projet de recherche, en s’appuyant sur une mise en perspective des caractéristiques de la pauvreté et de l’exclusion sociale et des effets des politiques publiques au Brésil et en France.

Il s’agit d’un sujet complexe et d’actualité. Complexe en premier lieu du fait du caractère multidimensionnel de la pauvreté rurale: sociale, économique, psychologique, culturelle, environnementale, lequel implique la multiplication des angles d’analyse disciplinaires. C’est également un sujet d’actualité, tant au Brésil qu’en France, mais pour des raisons différentes. Au Brésil, les gouvernements qui se sont succédé depuis 2003 ont donné lieu à une création inédite d’initiatives publiques visant à réduire la pauvreté et l’inégalité en zones rurales et urbaines, cherchant en cela à infléchir une réalité structurelle intrinsèquement liée au modèle de développement national. En France, la croissance de la pauvreté et de l’exclusion sociale est assez largement imputable à une situation économique défavorable et aux effets pervers et complexes de l’action publique et des dynamiques sociales. Ces deux situations renvoient à des interdépendances distinctes entre pauvreté, société et action publique dont le rapprochement et l’analyse détaillée implique un construit méthodologique approprié alimentant conjointement un programme de recherche et de formation universitaire. Il s’agit en effet d’approfondir les méthodes d’analyse de la pauvreté compte tenu du contexte (national, régional, local), de son expression et de mieux appréhender la relation entre cette pauvreté et les actions et politiques territorialisées.

Du point de vue de la recherche, le projet comporte deux volets distincts et complémentaires. Le premier, (plus développé par l’équipe française) considère le lien territorialisation et pauvreté - exclusion comme un objet de recherche en soi. Il s’agit de comprendre les facteurs, qui, dans chacun des contextes retenus, agissent (en l’accroissant ou en la réduisant) sur l’évolution de la pauvreté et de l’exclusion, tout en modifiant certaines de leurs caractéristiques. En partant du même lien, le second volet se focalise sur les politiques publiques et l’action collective. Il s’agit ici de construire des typologies d’intervention et de dégager des enseignements afin de proposer des recommandations d’action. Dans les deux cas, observations empiriques et réflexions méthodologiques devront être intimement associées dans le but de constituer une base consolidée pour l’évolution des connaissances sur le sujet et de formation de doctorants et de jeunes chercheurs.

Ce projet de recherche-formation s’inscrit donc dans une perspective de valorisation des patrimoines de recherche proches mais distincts de la part des deux partenaires institutionnels (CPDA/UFRRJ et UMR Art dev) dont la mise en rapport devrait amplifier les bénéfices réciproques. Le CPDA-UFRRJ et les chercheurs de UFSC réalisent depuis plusieurs années des travaux sur les politiques de développement rural mises en oeuvre par l’Etat fédéral et notamment par le Ministère de Développement Agricole ainsi que des travaux d’analyse fine sur la situation sociale au sein de territoires ruraux. Ils utilisent largement les

outils de l'analyse des politiques publiques et de la sociologie rurale. Les chercheurs de l'UMR Art-dev, quant à eux travaillent sur la thématique de l'action publique territoriale et des dynamiques sociales territoriales. Ces travaux accordent une importance particulière au comportement des habitants et à la construction de frontières symboliques. Ils recourent largement aux techniques d'observation propre à la microsociologie, à la sociologie politique, à la géographie sociale et à l'économie institutionnelle.

6. Projet détaillé

Problématique

La forte médiatisation du thème de la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale au niveau international a donné lieu à une production abondante de normes, d'injonctions et à la multiplication de programmes ou de politiques nationales de réduction de la pauvreté et des inégalités. Ces référentiels et ces injonctions puisent une grande partie de leurs argumentaires dans les logiques macro-économiques et dirigent l'essentiel des recommandations à la relance de la croissance économique, à la réduction de l'inégalité et à bonne gouvernance des ressources publiques.

Constat est fait que cet argumentaire accorde peu de place à la dimension territoriale de la pauvreté. Pour beaucoup d'économistes, notamment au sein des institutions financières internationales qui incitent les États nationaux à engager ou à renforcer des politiques de lutte contre la pauvreté, il n'existerait pas de lien particulier entre pauvreté et territoire. La pauvreté résulterait d'abord de phénomènes globaux, liés à une insuffisance de revenu, amplifiée par des problèmes de discrimination et d'exclusion. Les effets spatiaux seraient dus essentiellement au manque d'opportunité de revenu, en lien avec l'absence d'accès aux ressources productives au niveau local. Ils doivent ainsi être traités par des politiques économiques de stimulation de la croissance accompagnées par des politiques de transferts sociaux (lutte contre la pauvreté absolue) et des politiques de transferts de richesse (réduction de l'inégalité).

Sans contester l'importance du niveau de richesse et de la structure de sa répartition sur la formation de la pauvreté, le rôle du territoire est néanmoins souligné tant par les acteurs politiques et sociaux que par des chercheurs en sciences sociales. Les pays sont de plus en plus nombreux à mettre en place des programmes de développement territorial, tel que le Brésil, dont ils attendent des effets positifs en termes de réduction de la pauvreté et de l'inégalité. De façon cohérente avec cette approche, des géographes économiques ont depuis longtemps identifié les phénomènes de concentration spatiale des activités économiques et souligné les processus d'innovation auxquels ils donnent souvent lieu. Dans un autre registre, des géographes sociaux ont mis en évidence la façon dont la marginalisation sociale s'imprimait dans l'espace et conformait des territoires d'exclusion ou de pauvreté.

De fait, le lien entre pauvreté, territoire, et politique publique est complexe et difficile à appréhender dans sa globalité du fait de son caractère multidimensionnel et interactif. Son appréhension nécessite, en premier lieu, de croiser les approches disciplinaires : économie, sociologie, géographie, science politique, pour identifier et interpréter les relations en jeu tant les explications disciplinaires sont imbriquées. Il renvoie ensuite à des dynamiques sociales et économiques qui s'inscrivent dans le temps selon des temporalités plus ou moins longues, spécifiques des contextes dans lesquels elles s'inscrivent. C'est ce double processus - imbrication des clés de lecture disciplinaire et contextualisation spatiale et temporelle de la

pauvreté - qui justifie le montage de ce projet. Celui-ci vise à croiser les regards d'équipes universitaires et à mettre en perspective des contextes aux problématiques spécifiques, mais complémentaires d'un point de vue heuristique et académique.

Objectifs du projet

L'objectif principal du projet est d'approfondir et de partager la connaissance des processus de territorialisation de la pauvreté et des actions visant à la réduire.

Par territorialisation, il est fait référence à la fois aux processus de valorisation ou de dévalorisation des espaces par les institutions à travers des actions publiques qui s'inscrivent dans le temps long et aux processus de construction de représentations socio-spatiales collectives qui structurent les rapports entre les individus. Sur le premier point, la territorialisation est relative d'une part, à la façon dont les actions publiques ou collectives sont mobilisées (participation), appliquées, interprétées et éventuellement détournées par les acteurs territoriaux concernés par la pauvreté et l'exclusion et, d'autre part, aux effets de leur application sur l'évolution du territoire d'action. Sur le second point, la territorialisation se réfère aux processus de construction sociale de la pauvreté et aux effets de lieux dans la construction des représentations et des normes sociales de légitimation de la pauvreté.

Cet objectif général se décompose entre quatre objectifs spécifiques.

- Créer de la connaissance sur le lien territoire-pauvreté /exclusion en construisant un cadre théorique et méthodologique propre et en l'illustrant avec des observations réalisées au Brésil et en France ;
- Compléter la formation d'étudiants de haut niveau (Master 2, doctorants, post-doctorants) et renforcer les compétences de jeunes chercheurs en matière d'analyse des processus de territorialisation de la pauvreté et de l'exclusion.
- Rédiger des publications sur le thème du lien territorialisation, pauvreté et politiques publiques.
- Faire émerger un programme de recherche à partir de l'identification de questions et d'hypothèses de recherche et de concepts opérationnels.

Positionnement et justification

La pauvreté et l'exclusion sont avant tout des phénomènes complexes et multidimensionnels (Sindzingre, 2005 ; Alkire & Santos, 2010). Si en première analyse la pauvreté résulte d'une insuffisance de revenu (Bourguignon, 2004), elle provient aussi des *privations relatives* auxquelles est soumis un individu, résultant de facteurs limitant les possibilités de choix de vie et la libre expression de ses talents (*capabilités*) (Sen, 1985). Ces privations relatives portent notamment sur les libertés politiques, l'accès aux services fondamentaux (santé, éducation), les opportunités économiques ou encore, les garanties de sécurité (Sen, 1999 ; 2000). L'exclusion, par ailleurs, ne relève pas tant d'une privation de revenu que d'un processus multidimensionnel de cumuls de handicaps conduisant à une rupture plus ou moins profonde des liens sociaux (Paugam, 1998). Les représentations et les normes sociales ont de fait un rôle essentiel dans la construction de la pauvreté et de l'exclusion soit pour les légitimer et conformer des situations stables de *poverty trap* (Bowles, 2004, Sindzingre, 2007), soit au contraire pour les contester et les rompre (Chambers, 2007).

Il n'y a donc pas d'approche explicative unique du phénomène de pauvreté ce qui engendre une diversité des solutions envisagées pour la résorber. Il est loisible ainsi de distinguer les approches (i) *monétaires*, qui mettent l'accent sur les insuffisances de revenu, (ii) les approches en termes d'opportunités et de liberté de choix à la Sen, (iii) les approches d'exclusion sociale, en termes de rupture de liens sociaux, ou encore (iv) les approches en termes de domination externe et rupture des normes sociétales (Steward et alli, 2007). Mais, la pauvreté et l'exclusion peuvent être également reliées à des phases de transformation des sociétés en lien avec des modalités de développement économique en distinguant divers idéaux types: i.e. *la pauvreté intégrée*, caractérisée par des situations stables de pauvreté *stricto sensu* mais sans rupture du lien social, *la pauvreté marginale* conformée par les exclus de la modernité qui n'ont pu suivre le rythme du changement social et économique, conformant une frange sociétale périphérique, ou encore *la pauvreté disqualifiante*, conformée par les expulsés de la sphère productive, dépendant des institutions sociales et objets de stigmatisations (Paugam, 1998). Les notions de pauvreté et d'exclusion sont donc liées, mais elles s'exprimeraient dans des contextes sociétaux en partie distincts, justifiant en cela de les considérer à la fois comme des catégories d'action publique et comme des objets de recherche.

En contraste avec cette diversité des situations, les recommandations des institutions financières internationales (IFI) qui financent les programmes de lutte contre la pauvreté ont longtemps puisé leurs argumentaires dans la relation réciproque entre les composante du *triangle pauvreté, croissance et inégalités* (Bourguignon, 2004) et le respect de normes de bonne gouvernance. Les macro-économistes des IFI accordent des rôles essentiels à la croissance comme facteur de réduction de la pauvreté d'une part et à la réduction de l'inégalité comme facteur de conservation de la croissance (Galor et Zeira, 1993 ; Alesina A., Rodick D.1994 ; Dollar et Kray, 2001 ; Ravallion, 2001) d'autre part. Ce constat, prolongé par la prise en compte des conceptions de Sen, justifie la mise en place de politiques de redistribution en complément des politiques de stimulation de la croissance (Bourguignon, 2008). La remise en cause, au début des années 2000, des règles de conditionnalité imposées par les IFI et la promotion du concept d'*ownership* accordant la possibilité aux gouvernements de maîtriser leurs politiques de lutte contre la pauvreté, ont ouvert la porte à l'expérimentation (Raffinot, 2009). De ce fait, le ciblage des politiques a largement été retenu par les gouvernements nationaux en raison des avantages offerts (flexibilité, réduction des coûts d'intervention) (Padquier-Doumer et al, 2009). La territorialisation des politiques s'apparente ainsi souvent à la modalité particulière de ciblage géographique, visant les lieux de concentration de la pauvreté, en complément du ciblage social. Dans la mise en œuvre de ces politiques, le territoire se conçoit donc essentiellement comme un espace d'action publique dont il s'agit de délimiter les contours en produisant des règles relevant de logiques de déconcentration ou de décentralisation de l'action publique pour en optimiser les effets.

Mais, face aux mesures de l'action publique qui privilégient souvent les frontières administratives, constat est fait, que les phénomènes de pauvreté et d'exclusion répondent aussi à des processus de construction socio-spatiale qui ont leurs propres dynamiques et érigent leurs propres frontières symboliques (Sémimanovski, 2008). Ces dynamiques, viennent cristalliser des situations de violence symbolique inaperçue, ou révélée, pour contrôler les ressources physiques et en tirer des profits (symboliques ou matériels) (Bourdieu, 1993). La localisation des pauvres et des exclus dans l'espace peut ainsi

s'expliquer par leur concentration dans des *espaces rétractés* en raison de leur *position sociale disqualifiée* (Sélianovski, 2009).

Le lien entre pauvreté et espace est donc brouillé par la superposition de ces deux dynamiques: l'action publique territorialisée qui vise à réduire les foyers de pauvreté en amplifiant les ressources et en élargissant les facteurs de liberté individuelle d'une part et les processus socio-spatiaux endogènes qui structurent les rapports sociaux et la partition sociale de l'espace d'autre part.

Les contextes de recherche

Sur le thème de la pauvreté, les réalités brésiliennes et françaises sont différentes dans leur processus de formation mais complémentaires, d'un point de vue heuristique.

Au **Brésil**, et de façon plus large en Amérique latine, la pauvreté en milieu rural est ancienne. Elle est largement consubstantielle des modèles de colonisation et de développement basés sur l'économie de plantation, lesquels ont donné lieu à un processus stable de marginalisation sociale (Furtado, 1998 [1959]). Le phénomène a été amplifié, comme dans la plupart des pays du continent latino-américain, par les effets pervers du modèle de développement des années 1970 et les crises économiques des années 1980 qui les ont sanctionnés. Les problèmes sociaux se sont alors surajoutés aux déficiences structurelles du modèle de développement économique régional et se sont transformés en de redoutables obstacles à la transformation de la société latino-américaine pour la rendre plus juste et égalitaire. En cela, la pauvreté au Brésil s'inscrit assez largement dans la problématique de la *pauvreté intégrée* de Paugam. Actuellement, l'expression de la pauvreté, bien qu'en nette réduction, reste très significative. En se fondant sur une approche monodimensionnelle (revenu) et absolue de la pauvreté², le recensement démographique 2010 (IBGE, 2012)³ évalue à 44,2 millions d'individus (23% de la population totale) la population pauvre et à 16,2 millions (8,4%) la population en situation de pauvreté absolue. La population rurale en situation de pauvreté est évaluée à 16,7 millions de personnes (8,6%) dont près de la moitié en situation de pauvreté extrême. Bien que la majorité des pauvres se situent en milieu urbain, la proportion de pauvres en milieu rural est beaucoup plus importante (54% contre 18,9%) (IBGE 2010). Par ailleurs, cette pauvreté est fortement localisée puisque 59% de l'extrême pauvreté se situe dans la région du Nordeste (Leite et al, 2012).

Avec l'approfondissement de la transition démocratique-libérale, au début des années 2000, le Brésil a adopté une attitude volontariste en matière de réduction de la faim, de la pauvreté et l'exclusion sociale, réaffirmée au cours des différents gouvernements successifs, valorisant en cela les opportunités offertes par la bonne situation économique. Ces changements dans la posture de l'Etat vis-à-vis de la pauvreté endémique se sont traduits par un ensemble d'innovations institutionnelles, organisationnelles, techniques qui ont modifié les débats sociaux et structuré des réseaux de politiques publiques. Une large palette de politiques publiques a été mise en place, dont certaines ont été médiatisées au

² La ligne de pauvreté correspond à un revenu mensuel de 140 reals mensuels *per capita*, soit approximativement 50 euros et la ligne de pauvreté extrême à 70 reals (25 euros).

³ Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE). Censo demográfico. www.sidra.ibge.gov.br/.

niveau mondial, tel que le *programme faim zéro*. Plusieurs politiques ont été implantées au niveau territorial: le *programme de développement territorial rural durable* (Pronat), les *territoires de la citoyenneté* (PTC) et, plus récemment, le *plan Brésil sans misère* (PBSM).

Les politiques territoriales mises en place se fondent donc sur une conception de la pauvreté élargie basée sur la notion de *privations relatives* qui reconnaît que la pauvreté ne se réfère pas seulement à la privation de revenu, mais également à celle des autres ressources matérielles et immatérielle liées à l'accès aux services sociaux, relatifs, notamment, à : la santé, l'éducation, l'alimentation, la nutrition, le logement, le service des eaux usées, mais également à la reconnaissance citoyenne.

En **France**, la pauvreté et l'exclusion sont d'une autre nature. Dans leurs formes actuelles, elles sont la conséquence d'un double-phénomène aux temporalités distinctes. Le premier, de temporalité longue, est celui propre aux sociétés postindustrielles marquées par le chômage et les statuts de travail précaires, donnant lieu à des phénomènes d'exclusion (Castel, 1995 ; 2009), cohérent avec l'idéal-type de *pauvreté disqualifiante* de Paugam mentionné antérieurement. Le second, qui est de temporalité plus réduite, est la crise économique de 2008 et ses effets en matière d'érosion de l'emploi (milieu urbain) et de baisse des prix des produits agricoles (milieu rural). La pauvreté et l'exclusion ne constituent donc pas un état stabilisé mais un moment plus ou moins durable de la vie d'un individu ou d'une collectivité (communauté) d'individus dont la nature et la durée sont conditionnées par la force de la stigmatisation de la part du reste de la société et des représentations mentales des personnes concernées en termes de ressenti d'inutilité sociale. Une des spécificités de ce type de pauvreté est le sentiment largement partagé au sein de la population qu'elle peut être le fait de quiconque qui connaîtrait un accident de parcours dans sa vie sociale ou professionnelle. Ainsi, les effets de la crise actuelle contribuent à amplifier la situation structurelle de la formation de la pauvreté et de l'exclusion en France comme dans d'autres sociétés *postindustrielles*.

Selon l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES), la pauvreté en France, mesurée par le biais d'indicateurs s'inscrivant dans une approche multidimensionnelle et de pauvreté relative⁴, concernerait, en 2009, 13,5% de la population totale (8,5 millions de personnes), taux qui serait en légère croissance. Comme au Brésil, mais dans une moindre proportion, le taux de pauvreté en zone rurale est supérieur à celui qui prévaut en zone urbaine (en 2008, 14,4% contre 12,7%) (ONPES)⁵. L'exclusion, bien que plus difficile à mesurer, touche de nombreux individus en milieu urbain.

Au contraire du Brésil, l'action publique ne constitue pas toujours une réponse adaptée. La dépendance d'un individu vis-à-vis des services sociaux, si elle constitue un indéniable filet de sécurité sociale, peut contribuer à développer un sentiment de malaise et d'inutilité sociale des individus concernés et accroître les comportements d'isolement.

Mais, cette présentation synthétique des formes de la pauvreté - exclusion dans chaque situation nationale - est réductrice, puisque des formes d'exclusion existent au Brésil, ainsi que des situations de concentration de pauvreté en France. La mise en regard de ces deux formes de pauvreté devra précisément permettre d'affiner la connaissance des situations

⁴ Est considérée comme pauvre, la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté monétaire fixé à 60% du niveau de vie médian.

⁵ ONPES. Rapport 2011-2012. <http://www.onpes.gouv.fr/Le-Rapport-2011-2012.html>

nationales, de confronter et de rapprocher les méthodes d'analyse de ces phénomènes, d'affiner et de moduler les méthodes d'analyse de l'action publique qui cherche à en réduire l'expression et les effets.

Les acquis scientifiques des équipes brésiliennes et françaises

Les équipes brésiliennes et françaises partagent le fait de travailler depuis longtemps - de façon spécifiques ou coordonnées - sur les dynamiques territoriales et le développement territorial. Cet engagement scientifique a donné lieu à la publication de nombreux ouvrages

Les équipes brésiliennes du CPDA-UFRRJ, du PPAGR-UFSC et du PPE-UFC travaillent depuis plusieurs dizaines d'années sur la thématique des politiques publiques dans les domaines agricole et rural. En 2005, un laboratoire - l'Observatoire des Politiques Publiques (OPPA) (www.ufrrj.br/cpda/oppa) - a été créé au sein du CPDA, auquel sont néanmoins intégrés les deux enseignants-chercheurs de l'UFSC, pour assurer un suivi systématique des politiques rurales. Dirigé par Sérgio Leite, l'OPPA développe des activités de suivi des politiques (presse, documents officiels, dispositions juridiques), d'entretiens avec des décideurs publics et de la société civile, de participation aux réseaux et forums de politiques publiques et de réalisation d'activités de recherche thématique trans-scalaire (du niveau national au niveau territorial) en incluant des recherches de terrain au niveau des territoires. Nombre de ces travaux se sont inscrits en partenariat avec l'institut interaméricain de coopération agricole (IICA). Certains de ces travaux ont été réalisés avec la participation de chercheurs du Cirad, intégrés maintenant à l'UMR Art dev. Parmi les nombreux ouvrages élaborés, citons parmi les plus récents : Leite & Delgado (Ed.), 2011; Medeiros & Miná Dias, 2011; Bonnal & Leite (Ed.), 2011 ; Mattei, 2010; Cazella, Bonnal & Maluf (Ed.), 2009., Leite(Ed.), 2009; Maluf, 2007. A noter que des chercheurs du Cirad intégré à l'équipe Art dev, ont réalisé des recherches et publié sur le thème des politiques de développement territorial au Brésil et leur lien avec les dynamiques sociales (Tonneau et Sabourin, 2007 ; Sabourin, 2007, 2011)

L'équipe française, quant à elle, a travaillé de façon spécifique sur l'expression territoriale des dynamiques sociales liées à la pauvreté et l'exclusion, dans des situations urbaines (grandes agglomérations en France et à l'étranger), mais aussi dans des régions périurbaines et rurales. Des recherches comparatives internationales ont été réalisées en Europe (orientale, occidentale) concernant notamment les politiques de développement territorial de type LEADER, ainsi que des études comparatives sur les dynamiques urbaines de grandes agglomérations européennes et nord-africaines. Ces travaux s'inscrivent dans la préoccupation récurrente des chercheurs de l'unité d'analyser les reconfigurations territoriales et les dynamiques sociales. Parmi les ouvrages récents, citons : Giband, 2012 ; Berger et al., 2010 ; Fournier et al., 2010 ; Halamska et al. 2010).

Une coopération entre les équipes française et brésilienne vieille d'une dizaine d'années a contribué à rapprocher les travaux de recherche. Cette coopération, initiée au début des années 2000, a d'abord porté sur l'analyse du milieu rural et la multifonctionnalité de l'agriculture dans le cadre de projets CNPQ et CIRAD. Elle s'est prolongée par un projet ANR (Propocid) de 2007 à 2010, sur les politiques de développement rural durable et l'accueil de son coordinateur Cirad (Philippe Bonnal) au CPDA, puis par la participation de ce chercheur, désormais membres de l'UMR Art dev, aux travaux de l'OPPA sur l'analyse des politiques de développement territorial en milieu rural conduits, notamment, dans le cadre de la coopération CPDA-IICA.

La méthodologie de recherche et de formation

i. Les principes retenus:

Il s'agit en premier lieu de chercher à valoriser les travaux de recherche réalisés ou en cours pour approfondir les processus de territorialisation de la pauvreté et des politiques publiques à partir d'une démarche compréhensible interdisciplinaire.

Il s'agit également de mettre en perspective les deux contextes sans chercher à adopter une démarche comparative *stricto sensu* qui, de par la diversité des contextes, consisterait à prétendre comparer l'incomparable. Les deux contextes seront utilisés en tant que réalités autonomes dont il s'agit de comprendre les processus endogènes en multipliant les clés de lecture pour élaborer des questionnements et des enrichissements de portée plus générale.

Il s'agit également de dépasser l'opposition classique entre milieu rural et milieu urbain, en cherchant à croiser les références et en considérant l'existence d'un continuum rural-urbain et de processus d'hybridation entre ces deux milieux.

Il s'agit enfin d'associer et de confronter les discussions théoriques et les observations *in situ* dans les deux pays et d'enrichir sur cette base le contenu des formations académiques de chacun des partenaires.

ii. Les éléments du cadre d'analyse

Partant d'une démarche interdisciplinaire, le processus de la territorialisation de la pauvreté et des politiques publiques mobilise quatre champs disciplinaires distincts:

- Les références de la **géographie sociale** (Frémont et al., 1984 ; Séchet & Veschambre, 2006), sur le lien homme-territoire (Lussault, 2007) ; sur le lien ville-habitant-territoire (Paquot et al., 2007) ; sur les effets de lieu et la construction de frontières symboliques (Sélimanoski, 2008).
- Les apports de la **sociologie** sur le comportement des acteurs en lien au territoire (Bourdieu, 1993) et l'exclusion (Castel, 1991 ; Paugam, 2009).
- Les références propres à **l'analyse des politiques publiques** (Jobert & Muller, 1987 ; Muller & Surel, 1998), la territorialisation des politiques publiques (Faure & Douillet, 2005), la gouvernance multi-niveau (Bache & Finders, 2010), l'analyse des instruments de l'action publique (Lascoume & Le Galès, 2004), la socio-histoire (Tilly, 2003).
- Les références en **économie institutionnelle** sur le changement institutionnel (North, 1990), les dépendances de sentier institutionnel, (Pearson, 2000 ; Mahoney, 2001, Mahoney et Thelen, 2009), le lien activités – territoire et le rôle de l'innovation technique (Becattini, 1989; Porter, 2000 ; Pecqueur & Zimmermann, 2004).

iii. Les axes de travail

Les références théoriques sont mobilisées dans le cadre de deux axes analytiques visant à étudier notre objet de recherche (le processus de territorialisation) sous les deux angles retenus : l'intervention publique d'une part et la construction socio-territoriale de la pauvreté d'autre part.

Axe 1. Leviers, dispositifs et instruments de l'action publique au niveau territorial

La question de la pauvreté telle qu'elle est abordée par les pouvoirs publics les conduit, par les représentations qu'ils s'en font et les moyens qu'ils mobilisent, à configurer ou à reconfigurer des territoires d'action. Dès lors, le territoire devient un niveau d'action publique qui concrétise le regard des pouvoirs publics sur la pauvreté et sur son lien avec le développement économique et social. C'est à partir de cette représentation et des alliances ou opposition qu'elle génère entre les pouvoirs publics, les acteurs de la société civile et les acteurs du secteur privé que sont : identifiés les leviers à mobiliser pour résorber la pauvreté, définis les dispositifs et les instruments d'intervention et adapté ou créé le cadre institutionnel de la gouvernance territoriale. Mais ces nouvelles dispositions se confrontent aux dépendances de sentier institutionnel qui structurent les rapports entre les acteurs du territoire, ainsi qu'aux normes qui régissent la répartition des responsabilités entre le territoire et les unités territoriales aux différentes échelles de gouvernance, induisant un certain nombre d'ajustements.

Dans tous les cas, à partir de cette représentation territoriale de la pauvreté, les interventions publiques vont essentiellement consister à jouer sur des effets de leviers, basés sur l'existence ou la construction de réseaux locaux. Cela signifie donc que l'application d'une politique publique particulière se traduit par une certaine amplification de ses effets sur le terrain. La portée d'une telle dynamique impulsée par les pouvoirs publics repose alors sur la construction et (ou) la diffusion de nouvelles formes d'organisation, de nouvelles techniques, de nouveaux procédés permettant de répondre au diagnostic porté sur ce territoire. Il apparaît ainsi une similitude flagrante entre la construction des territoires dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté et les interventions publiques orientées vers le développement local de type *clusters*, *pôles de compétitivité*, *districts*, *systèmes productifs localisés*, etc., même si les objectifs divergent sensiblement. La diversité des travaux menés sur les politiques publiques et le développement local, sur l'étude des effets de proximité, comme sur les synergies et le caractère autoentretenu des réseaux d'acteurs, fournissent un socle méthodologique solide concernant le développement des territoires.

La territorialisation des politiques publiques de lutte contre la pauvreté induit donc des ajustements cognitifs, institutionnels, technologiques, qui se traduisent par une modification des rapports de pouvoir entre les acteurs locaux et des relations de gouvernance territoriale multi-niveau. C'est l'identification de ces ajustements et de leurs effets qui est au cœur de cet axe de recherche.

Axe 2 Jeux d'acteurs, effets de lieu

Il s'agit dans cet axe d'interroger la construction sociale de la pauvreté et ses dynamiques en prenant en compte les effets de lieu et les jeux d'acteurs relatifs à la territorialisation de l'action publique.

Au-delà d'une analyse de la diffusion et de l'organisation de la pauvreté dans l'espace, réfléchir sur les effets de lieux⁶ implique un questionnement sur la spatialisation/la

⁶ Cf. séminaire pluridisciplinaire en cours (2011-2012) co-organisé par Catherine Sélیمانovski (ART-Dev, UMR CNRS 5281) et Vincent Veschambre (Laboratoire RIVES - UMR CNRS environnement, ville, société 5600) sur *Sens et portée de la problématique des effets de lieu en géographie et en sciences sociales*.

matérialisation dans l'espace des rapports sociaux et sur les pratiques et les représentations spatiales afférentes. Que produit cette spatialisation du point de vue de la construction de la pauvreté et de ses dynamiques, quels effets de lieu positifs ou négatifs, en termes de *profits* ou d'accès aux ressources, de stigmatisation et de renforcement des inégalités, ou encore de formation de sociabilités et d'invention de solidarités ?

Interroger la territorialisation de l'action publique oriente le questionnement sur les interactions Etat/société et les jeux d'acteurs. Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, quels sont les acteurs impliqués, publics ou privés, quelle est la part de l'Etat et des collectivités locales, celle des services sociaux sur le terrain, des ONG ou des associations ? Il s'agit d'observer et d'analyser ici les dispositifs de concertation et de coordination entre ces différents acteurs, mais aussi les décalages de conception, les enjeux divergents. Quels conflits identifie-t-on, quels sont les rapports de force qui s'établissent, quelles sont les modalités des négociations qui s'y jouent ?

Dans cette approche, il paraît également important de considérer comme des acteurs sociaux à part entière les populations ciblées par les politiques de lutte contre la pauvreté. Il s'agit de se défaire d'une vision qui considère les pauvres comme des « assistés », sans voix, ou encore dénués de conscience citoyenne et forcément sans compétences sociales, politiques ou cognitives. Dans quelles mesures les mouvements associatifs émergent-ils du bas et permettent de publiciser des revendications et des contestations émanant des populations pauvres ? Par ailleurs, comment ces populations perçoivent-elles les actions qui sont censées améliorer leurs conditions de vie ? L'attention pourra être portée aussi sur les contestations muettes que la recherche peut mettre en évidence.

On interrogera dans cet axe aussi bien les politiques sociales qui définissent des bénéficiaires sans les localiser, que celles qui déterminent des territoires d'intervention (ce que fait en France la « politique de la ville » dont l'objectif est de réduire les inégalités territoriales et lutter ainsi contre l'exclusion sociale). Dans ce dernier cas, les conflits peuvent s'apparenter à des conflits de représentation du territoire et de la pauvreté, où l'espace et son organisation sociale, parfois son image, sont en jeu.

Les activités

S'agissant d'un projet d'échange scientifique et d'appui à la formation, deux types d'activités seront conduits de façon coordonnée.

La première est la réalisation d'ateliers thématiques structurant le travail de chaque année. Organisés à partir des missions des collègues étrangers. Ces ateliers viseront à préciser les références et les méthodes utilisées et discuter les résultats de recherche empiriques. Ils comporteront une phase de discussion théorique, une visite aux terrains de recherche et une phase d'analyse – débat.

La seconde est constituée par les séjours des doctorants, post-doctorants, chercheurs et enseignants-chercheurs. Outre le travail de recherche, il sera demandé à chaque visiteur de faire une intervention en cours de master (et de doctorat dans le cas du Brésil), pour présenter ses démarches et méthodes de recherche.

La programmation des activités sur les quatre années du projet se décompose comme suit :

Année 1. Objectifs : Discussion des démarches et des méthodes de recherche et approfondissement de l'état des lieux et de l'état de l'Art.

L'atelier structurant sera organisé en France, à Montpellier.

Les chercheurs et étudiants brésiliens seront d'abord invités à participer au colloque international organisé par ART-Dev sur le thème de « **Circulations et appropriations des normes et des modèles de l'action locale** » (20-23 mars 2013) <http://recherche.univ-montp3.fr/artdev/canal2013/index-fr.html>, où seront débattues des approches et des expériences en relation étroite avec le thème de la territorialisation des politiques et de la pauvreté.

Un atelier de travail sera organisé dans le prolongement du colloque pour préciser les axes de travail et la démarche du projet. L'élaboration de l'état de l'art sera initiée.

En fin d'année, une *conférence on line* sera organisée pour apprécier l'avancée de la réflexion sur l'état de l'art et discuter des ajustements éventuels de programmation.

Un séjour doctoral et un séjour post-doctoral sont prévus dans chaque pays.

Année 2. L'atelier structurant: « **Discussion et analyse des instruments de politiques territoriales de lutte contre la pauvreté** » sera organisé à Rio de Janeiro. Il sera organisé en Trois temps. (1) exposés en salle des politiques, des méthodes d'analyse et des résultats des chercheurs brésiliens, (2) visites de terrain sur des territoires de développement, (3) retour en salle et mise en débat.

Un séjour doctoral et un séjour post-doctoral sont prévus dans chaque pays.

Année 3. Organisation d'un atelier « **jeux d'acteurs et effets de lieux** » à Montpellier, selon une séquence identique à celle de l'atelier de Rio : (1) travail en salle, (2) visite de terrains, (3) mise en débat.

Un séjour doctoral et un séjour post-doctoral sont prévus en France et un séjour doctoral au Brésil.

Année 4. Atelier de synthèse et de valorisation (Rio de Janeiro ou Florianópolis)

Il s'agira de formaliser les enseignements tirés de la mise en perspective des approches et des contextes et de programmer les publications qui valoriseront les travaux.

Les objectifs de formation spécifiques de chaque institution

Durant les quatre années, en matière de formation, l'objet du projet est de stimuler la réalisation de mémoire de master, thèses de doctorat et stages de post-doctorat sur les quatre thèmes retenus.

Les activités de formation durant les quatre années du projet, outre les voyages doctoraux et post-doctoraux, correspondent à des thèses sandwich d'étudiants brésiliens en France, mais

aussi de la participation d'étudiants en master et doctorants qui ne feront pas de stage à l'étranger, ainsi que les voyages de formation et de recherche d'étudiants français au Brésil.

Les objectifs de formation sont spécifiques selon les institutions.

CPDA: Plusieurs objectifs fixés.

- l'implication d'étudiants de master, de doctorants et de post-doctorants dans les activités de coopération académique et dans les recherches qui les sous-tendent.
- La réalisation en France de stages de doctorat (thèses sandwiches) et post-doctorat.
- Renforcement des capacités de recherche sur le thème « Politiques publiques, Etudes et Acteurs sociaux » du CPAC/UFRRJ.
- Renforcement et actualisation du contenu programmatique des disciplines offertes au CPDA sur le thème « Politiques publiques et système agroalimentaire, politiques de développement local, Analyse des politiques publiques ».
- Consolidation des activités de l'Observatoire des Politiques Publiques pour l'agriculture, notamment, en matière de diversité des analyses effectuées, d'extension des échanges du groupe, d'actualisation et de discussion du cadre théorico-méthodologique de l'analyse des politiques publiques.
- L'augmentation des publications portant spécifiquement sur le thème des politiques publiques rurales et territoriales, notamment celles portant sur l'objet de la présente proposition.
- Le renforcement des contenus des cours d'actualisation et de spécialisation donnés par les professeurs du CPDA, notamment ceux destinés aux acteurs professionnels de l'élaboration et la mise en place des politiques publiques territoriales.

PGAGR: Le principal objectif est d'appuyer l'implantation du projet de formation doctorale, notamment en renforçant les activités scientifiques du thème de concentration « développement rural et durabilité » par le biais de séminaires, discussions des projets de thèses de master et de participation de chercheurs français aux modules disciplinaires durant leurs missions au Brésil. Par ailleurs, pour les étudiants en master qui souhaiteraient prolonger leur formation par une thèse de doctorat, ce projet ouvrira des possibilités d'accès à la modalité de thèse sandwich, ce qui constitue une opportunité tout à fait intéressante.

UMR Art dev ; Pour l'équipe Art dev, ce projet doit permettre d'abord d'intégrer les approches méthodologiques des enseignants-chercheurs et des chercheurs en matière d'analyse de la territorialisation des politiques publiques concernant la pauvreté en s'appuyant sur des référentiels et des situations partagées. Il s'agit ensuite de faire évoluer des contenus de formations masters dans lesquelles est traité le thème. Il s'agit également de renforcer l'axe de recherche 4. de l'UMR « Dynamiques territoriales, développement et complexification de l'action publique » dont l'un des principaux objets de recherche est précisément la territorialisation des politiques. A noter que les deux animateurs de cet axe participent de cette proposition Capes-Cofecub. Il s'agit enfin de renforcer une coopération déjà ancienne entre les institutions brésiliennes et certains membres de l'équipe, en élargissant le partenariat et en la replaçant dans le cadre de la nouvelle UMR.

Infrastructures et contreparties

UFRRJ-CPDA

Le programme d'études supérieures des sciences sociales dans le développement agricole, rural de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (CPDA / UFRRJ) est localisé dans les locaux de l'UFRRJ qui comptent quatre étages dans l'Avenida Presidente Vargas n° 417, Centro Rio de Janeiro. Outre les salles de classe et les salles de réunion, les bureaux des 22 enseignants, les locaux disposent d'une bibliothèque comptant plus de 10.000 volumes et de l'équipement informatique pour les enseignants et les étudiants.

Les principales contreparties offertes par CPDA / UFRRJ au projet de coopération portent sur le temps de travail du coordinateur brésilien, de la mobilisation des ressources de secrétariat en appui des chercheurs et des étudiants impliqués dans le projet, la mise à disposition des installations pour les chercheurs français en séjour et voyage d'étude, ainsi que pour la réalisation d'ateliers et séminaires.

UFSC-PGAGR

La contrepartie Du PGAR porte sur les divers types d'appui des chercheurs inscrits au projet, ainsi que l'utilisation de locaux adaptés à la réalisation de réunions et séminaires. C'est notamment le cas des infrastructures récentes du LEMATE-CCA (laboratoire des études sur la multifonctionnalité de l'agriculture et du territoire).

L'UMR Art dev

L'UMR Art-dev, du fait de son appui pluri-institutionnelle (Université, CIRAD et CNRS) propose un environnement scientifique, technique et logistique très favorable à l'appui à la formation à la recherche. L'unité dispose d'infrastructures et de locaux répartis sur trois sites montpelliérains (CIRAD, Universités 1 et 3) qui garantissent une bonne capacité d'accueil pour des séjours de chercheurs et d'étudiants (bureaux, salles de doctorats, de cours et de séminaires). Elle dispose également d'une plate forme technique, à savoir des dispositifs facilitant l'accès aux ressources documentaires (plusieurs bibliothèques de sites, accès à des bases de données et revues en ligne, etc.) et la compétence plus pointue d'ingénieurs d'étude et de recherche (statisticien, cartographe) venant en appui aux chercheurs et aux étudiants.

Résultats attendus après la fin du projet

Les résultats attendus de cette coopération franco-brésilienne sont de différentes natures.

- En matière de connaissance créée, il s'agit de disposer d'un cadre d'analyse consolidé sur les processus de territorialisation de la pauvreté et de l'exclusion sociale et des actions publiques visant à en réduire l'incidence.
- En matière d'organisation de débats et de circulation de l'information, il s'agit de présenter et de discuter le positionnement scientifique dans un colloque international et d'organiser quatre ateliers-séminaires nationaux sur les thèmes abordés, les questionnements scientifiques et les résultats acquis.
- En matière de valorisation des connaissances, il s'agit de publier un certain nombre de d'articles, en français, en portugais et en anglais, visant à formaliser les démarches de recherche et les acquis, mais aussi les études de cas traitées, ainsi que deux ouvrages de synthèse, l'un en portugais et l'autre en français présentant l'argumentaire, les démarches de la recherche mises en œuvre, les résultats acquis et les études de cas.
- En matière de renforcement des compétences, il s'agit d'orienter un certain nombre de mémoires de master, de co-orienter 8 à 10 thèses de doctorat (thèses sandwiches) et de

réaliser 5 recherches postdoctorales sur le thème. Sur le plan académique, il s'agit également de contribuer à enrichir et à faire évoluer le contenu de l'enseignement de troisième cycle sur la pauvreté et son traitement par l'action publique.

- En matière de coopération scientifique, il s'agit de renforcer la coopération entre les institutions brésiliennes et françaises en présence autour d'un enjeu fondamental de société.

Bibliographie citée

- ALESINA A., RODRIK D. 1994. Distributive Politics and Economic Growth. *Quarterly International of Economics*. Vol 6.: 229-341.
- ALKIRE, S., SANTOS, M. E. 2010. Acute Multidimensional Poverty: A new Index for Developing Countries. Oxford Poverty & Human Development Initiative. OPHI working Paper, n°38.
- BACHE I., FINDERS M. 2010. Multi-level Governance. New-York: Oxford University Press.
- BECATTINI, G. 1989. Riflessioni sul distretto industrial marshalliano come concerto socio-economico, *Stato e Mercato*, Avril, pp. 111-128.
- BERGER, A. ; CHEVALLIER, P. ; CORTES, G. ; DEDEIRE, M. (Ed.).2010. Patrimoines, héritages et Développement rural en Europe. Paris : L'Harmattan, Sér. Les logies sociales.
- BONNAL, P., LEITE, S. P. 2011. Análise comparadas de Políticas Agrícolas. Uma agenda em transformação. Ed. Mauad X.
- BONNAL, P. ,DINIZ, C. O. TONNEAU, J.-P. SIDERSKY, P. 2007. As dinâmicas sociais locais em auxílio às políticas públicas: caso do município de Lagoa Seca no Agreste paraibano. In J.-P Tonneau et E. Sabourin. 2007. Agricultura familiar interação entre Políticas Públicas e Dinâmicas Locais, ensinamentos a partir de casos. UFRGS. 261-281p.
- BOURDIEU, 1993. La misère du monde. Paris : Seuil, libre examen.
- BOURGUIGNON, 2008. Du revenu aux dotations : le renouvellement des conceptions de la pauvreté. *Regards croisés sur l'économie* 2008/2, N° 4, p. 34-42.
- BOURGUIGNON, F. 2004. Le triangle pauvreté – croissance –inégalités. In *Afrique contemporaine*. Automne 2004.
- BOWLES, S. 2004. Institutional Poverty Traps in S. Bowles, S. N. Durlauf e K. Hoff (Eds.) Poverty Trapes. Russell Sage Fondation. Santa Fe: Institute et John D. Et Catherine Mac-Arthur Fondation.
- CASTEL, R. 1995. Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat, Paris: Fayard, 1995;
- CASTEL, R. 2009. La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu. Paris: Seuil, 2009.
- CARNEIRO M., J., MALUF R. 2003. Para além da produção: multifuncionalidade e agricultura familiar. Rio de Janeiro: Ed. Mauad, 230 p
- CAZELLA, A., BONNAL, P., MALUF, R., S. 2009. Agricultura familiar: multifuncionalidade e desenvolvimento territorial no Brasil. Rio de Janeiro: Mauad X.
- CHAMBERS, R. 2007. Poverty Research: Methodologies, Mindsets and Multidimensionality. XWorking Paper 293. Institute of Development Studies.
- DOLLAR D., KRAAY A. 2002. Growth is Good for the Poor. *Journal of Economic Growth*, 7(3): 195-225.
- FAURE, A., DOUILLET, A.-C. (Dir.) 2005. L'action publique et la question territoriale.

- FOURNIER, L. S. ; BERNIÉ-BOISSARD, C. ; CROZA, D . ; CHASTAGNIER, C. (Ed.). 2010. Développement culturel et territoires. Conférences Universitaires de Nîmes, L'Harmattan.
- FRÉMONT, A., CHEVALIER, J., HÉRIN, R., RENARD, J. 1984. Géographie sociale. Paris: Masson
- FURTADO, C. 1998 [1959]. Formação Econômica do Brasil. São Paulo, Companhia das letras.
- GALOR, O ; ZEIRA J. 1993. Income Distribution and Macroeconomics. *Review of Economics Studies*. 60 : 35-52.
- GIBAND, D. 2012. Les villes de la diversité. Territoires du vivre ensemble. Paris : Economica-Antropos.
- HALAMSKA, M. MAUREL , M.-C. (Ed.). 2010. Les acteurs locaux à l'épreuve du modèle européen LEADER : France-Hongrie-Pologne. Ed. du CEFRES.
- JOBERT, B., MULLER, P. 1987. L'Etat en action, comparatismes et politiques publiques. Paris, Puf.
- LASCOUMES, P., LE GALES, P. (Dir.). 2004. Gouverner par les instruments. Paris : Les Presses de Science Po.
- LEITE P. S. , CAZELLA A.A., MATTEI L.F., DELGADO N.G. , 2012. Aperfeiçoamento das políticas públicas de enfrentamento da pobreza rural na perspectiva do desenvolvimento territorial. IICA - CPDA/UFRJ. 137p.
- LEITE P. S.; DELGADO G. N.; BONNAL P. KATO K. 2008. Desenvolvimento territorial, articulação de Políticas Públicas e Atores Sociais. In C. Miranda & B. Tiburcio (Org.) IICA, vol. 8. pp.69-170.
- LEITE, S. P. (Ed.). 2009. Políticas Públicas e Agricultura no Brasil. 2da Ed. Porto Alegre: UGRGS Editora.
- LEITE, S. P. DELGADO, N. 2011. Políticas Públicas, atores Sociais e Desenvolvimento, Territorial no Brasil. Ed. IICA, n°14.
- LUSSAULT, M. 2007. L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain. Paris : Editions du Seuil
- MAHONEY J. 2001. "Path-Dependent Explanations of Regime Change: Central America in Comparative Perspective." *Studies in Comparative International Development* **36(1)**: p.111-141.
- MAHONEY, J. et THELEN, K. 2009. Explaining Institutional Change: Ambiguity, Agency and Power. New-York: Cambridge University Press.
- MALUF, R. J. 2007. Segurança Alimentar e Nutricional. Rio de Janeiro: Ed. Vozes.
- MATTEI, L. 2010. Institucionalidade e Protagonismo Político: Os 10 Anos do Condraf. 2da Ed. Brasília: MDA.
- MEDEIROS, L. S., MINÁ DIAS, M. 2011. Base para a construção de um marco jurídico normativo do desenvolvimento territorial no Brasil. In IICA, N°13.
- MULLER, P., SUREL, Y. 1998. L'analyse des politiques publiques. Paris, Montchrestien.
- NORTH D. 1990. Institutions, Institutional Change and Economic Performance. New-York: Cambridge University Press.
- ONPES. 2012. Rapport 2011-2012. <http://www.onpes.gouv.fr/Le-Rapport-2011-2012.html>
- PAQUOT, T., LUSSAULT, M., CHRIS, Y. (Dir.). 2007. Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie, Paris : La Découverte
- PASQUIER-DOUMER L., LAVALLEE E., OLIVIER A., ROBILLARD A.-S. 2009. Cibler les politiques de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement? Un bilan des expériences.

- PAUGAM S. 1996. L'exclusion. L'état des savoirs. Paris : La Découverte.
- PAUGAM S. 1998. Les formes contemporaines de la pauvreté et de l'exclusion : le point de vue sociologique. *Genèse* 31, pp. 138-159.
- PEARSON, P. 2000. Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics, *The American Political Science Review*, Vol. 94, No. 2. (Jun., 2000), pp. 251-267.
- PECQUEUR B., ZIMMERMANN J. B. (Dir). (2004). *Economie de proximités* *Economie Appliquée* n°8
- PORTER M. 2000. Location, clusters, and company strategy *in*: G. Clark, M. Gertler, and M. Feldman. *Oxford Handbook of Economic Geography* Oxford University Press.
- RAFFINOT M. 2009. Ownership: l'appropriation des politiques de développement, de la théorie à la mise en pratique. *DIAL*, Document de travail, n° 2009-02.
- RAVAILLION M. 2001. Growth, Inequality and Poverty: looking Beyond Averages. Working Paper, n°2558. Washington: World Bank.
- SABOURIN, E. 2007. *Paysans Du Brésil: Entre échange marchand et réciprocité*. Paris : Ed. QUAE.
- SABOURIN, E. 2011. *Sociedades e organizações camponesas : uma leitura através da reciprocidade*, Porto Alegre: Edit. UFRGS.
- SECHET, R., VESCHAMBRE, V. 2006. *Penser et faire la géographie sociale. contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes : PUR.
- SELIMANOVSKI C. 2008. *La frontière de la pauvreté*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- SELIMANOVSKI C. 2009. Effets de lieu et processus de disqualification sociale. Le cas de Strasbourg et du Bas-Rhin. Espace populations sociétés.
- SELIMANOVSLI, C. 2008. *La frontière de la pauvreté*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- SEN, A. 1985. *Commodities and capabilities*. Amsterdam North Holland.
- SEN, A. 2000. *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Paris, Odile Jacob.
- SINDZINGRE A. 2005. The Multidimensionality of Poverty: An Institutional Perspective. Paper presented in the International Conference "The Many Dimensions of Poverty". International Poverty Centre, UNDP, Brasília, 29-31 august 2005.
- SINDZINGRE A. 2006. *Institutions, Développement et Pauvreté*. AFD. Document de travail, n°20.
- SINDZINGRE A. 2007. *Poverty traps: a perspective from development economics*. Nanterre: Economix, Univ. Paris X. Working paper 2007-06.
- STEWART F., HAEIS-WHITE B., SAITH R. (Eds). 2007. *Defining poverty in the developing world*. Basingstoke (UK): Palgrave MacMillan.
- TILLY, C. 2003. L'analyse historique des processus politiques. In P. Laborier et D. Trom. *Historicités de l'action publique*. Paris : PUF, pp. 23-57.
- TONNEAU JP , SABOURIN E (eds) 2007. *Agricultura familiar : interação entre políticas públicas e dinâmicas locais*. Porto Alegre: Edit. Da UFRGS.